



N° 29
Mars 2022

Nom de l'organisation:
USR CGT 37
18, rue de l'Oiselet
37550 SAINT AVERTIN
Tel : 02 47 38 53 81
usrcgt37@orange.fr

Edité par l'Union Syndicale
des Retraités CGT
D'Indre et Loire
Directeurs de publication:
Patrick FRESNE
et Isabelle DAVID
N° ISSN : 2275-4261

SOMMAIRE

- Page 1 :** Editorial
Page 2 : Actions
Les Brèves
Page 3 : Forfait patient
Urgences
Les agents du CHRU de Tours
sous tension
Page 4 : suite, les agents du
CHRU de Tours sous tension
La privatisation de l'électricité
nuît gravement à votre
facture.
Page 5 : Ne pas jeter sur la
voie publique !
8 mars, une histoire qui
continue.
Page 6 :
Paroles de femmes Kurdes
Page 7 : Il est temps de
reconnaître le métier des
Aides à Domicile
Page 8 : Sport / Culture /
Loisirs
Annexes : Syndicalisation, Vie
Nouvelle, Flyer fête de l'USR

Découvrez le site
de l'Union Confédérale des
Retraités CGT :
<http://www.ucr.cgt.fr/>

Et le site de l'Union
Départementale CGT 37:
<http://www.ud37.cgt.fr/>

Le lien des retraités d'Indre et Loire

Editorial

Isabelle DAVID
Co-Secrétaire de l'USR CGT 37

*Je dis la paix pâle et soudaine
Comme un bonheur longtemps rêvé
Comme un bonheur qu'on croit à peine
Avoir trouvé*

*C'est la paix qui force le crime
À s'agenouiller dans l'aveu
Et qui crie avec les victimes
"Cessez le feu !"*

Louis ARAGON

Je dis la paix

A l'heure où j'écris cet éditorial, la guerre est en Europe. Nous ne pouvons pas présager de l'évolution de la situation. Mais à l'heure où vous lirez ces lignes, j'espère que les vers, extraits du poème « *Je dis la paix* » de Louis ARAGON, seront d'actualité et que la paix sera de retour en Ukraine.

Pour cela, il faut que nos gouvernants, contrairement à la course à l'armement qu'ils lancent, trouvent des solutions diplomatiques pour que la paix fasse taire les bombes, là où par milliers, des enfants, des femmes et des hommes souffrent et meurent ou prennent la route de l'exil.

Mais n'oublions surtout pas toutes les autres guerres passées sous silence. Tous les réfugiés et migrants doivent être accueillis sans distinction. La détresse n'a pas de couleur. Soulignons aussi le courage des manifestants russes qui sont dans la rue contre la guerre. Dans ces conflits générés par le capitalisme, ce sont toujours les travailleurs, quelles que soient leurs origines, qui sont les premières victimes des guerres et des situations de pauvreté qu'elles engendrent. **Lutter à tous les niveaux contre le capitalisme mondialisé participe au droit à la paix.**

La CGT, fidèle à ses valeurs humanistes et pacifiques, condamne fermement cette violation de la souveraineté d'un pays. Elle affirme qu'une paix universelle et durable ne peut être fondée que sur la base de la justice sociale (préambule de la constitution de l'Organisation Internationale du Travail) et milite pour le retrait de la France de l'OTAN. **Elle appelle à participer aux manifestations pour la paix. Nous, retraités, devons y prendre toute notre place.**

Même si la guerre en Ukraine et toujours la COVID 19 occupent nos esprits, il ne faut rien lâcher sur nos rendez-vous revendicatifs autour des salaires, des pensions, de la protection sociale et des services publics. Remettre dans l'actualité la question sociale est un impératif face à une campagne présidentielle que certains voudraient centrer sur des thèmes nauséabonds et remettre en cause nos conquêtes sociales, notamment notre système de retraite.

Il faudra être encore plus mobilisés face au gouvernement et au patronat qui expliquent que l'heure n'est pas à réclamer, que nous allons devoir nous serrer la ceinture. Et cela pendant que les grands groupes engendrent des profits records !

Les dernières journées interprofessionnelles de lutte du 27 janvier et 8 mars, fortes et dynamiques, démontrent que les salariés et retraités ne lâchent rien !

Le 8 mars, journée internationale du droit des femmes, reste aujourd'hui d'une brûlante actualité. Car tant que les droits des femmes seront bafoués, tant que l'égalité salariale entre les hommes et les femmes ne sera pas atteinte, nous aurons besoin de la célébrer. Dans ce « *Lien des retraités* », nous avons souhaité donner la parole aux femmes avec des témoignages, des livres, film et pièce de théâtre.

Le 24 mars, comme le 17 mars avec les actifs, soyons encore plus nombreux et déterminés pour gagner nos revendications de progrès social.

Un nombre croissant de retraités sont d'accord avec la CGT. A nous de les faire passer du mécontentement à la mobilisation et à la syndicalisation CGT.



Le lien des retraités d'Indre et Loire

27 janvier 2022. 1500 manifestants à Tours. 170 rassemblements ont réuni plus de 160 000 manifestants sur tout le territoire. Les retraités, très massivement mobilisés, attendent toujours une réponse pour une augmentation immédiate de leur pension, dont la dernière revalorisation a été plafonnée à un niveau très inférieur à l'inflation. La CGT demande que le montant des pensions soit indexé sur l'évolution du salaire moyen.



8 mars 2022

Journée internationale de luttes pour le droit des femmes. Pour l'égalité femmes/hommes, pour la fin du sexisme et des violences, pour l'augmentation des salaires des femmes par la reconnaissance des qualifications, pour le recul des temps partiels imposés et la prévention de la pénibilité. **Bons salaires = bonnes pensions. Les femmes gagnent en moyenne 28,7 % de moins que les hommes.** La pension de droit direct des femmes est inférieure de 42 % à celle des hommes, cet écart est ramené à 29% une fois intégrée la pension de réversion et les droits familiaux. 37 % des femmes retraitées et 15 % des hommes touchent moins de 1000 € de pension brute (909 € nets).



Rendez-vous jeudi 24 mars 2022 à 10h30, place Jean Jaurès à Tours.

Il nous faut gagner une autre répartition des richesses pour satisfaire nos justes et légitimes revendications : Augmenter nos pensions et nos retraites, une Sécurité sociale intégrale, des services publics de proximité efficaces.



Les brèves Les brèves Les brèves Les brèves

Décembre 2021

01. Chambray : grève des municipaux / effectifs et mal-être
02. Montée des retraités à Paris 25 000 manifestants
- 03 et 10. Grève aux transports régionaux Rémi / conditions de travail et salaires
04. Mairie de Tours, démission de Munsch Masset / malversations APAJH 37
08. Grève à l'EHPAD de Bourgueil
09. Annonce d'un projet de filière de production d'hydrogène avec ST Micro Tours Nord. A suivre.
10. Vouvray Débrayage chez Chemineau / salaires
11. Le Dr Huez l'emporte aux Prudhommes contre la société Oryx qui contestait une prescription d'arrêt de travail
13. Appel à la grève des municipaux de Chinon W. Schwarz, maire de La Riche, condamné pour agression envers son directeur de cabinet fait appel
15. Manif des magistrats, greffiers et avocats Court blocage du dépôt de Saint Pierre par les routiers
18. Éric Chevée, patron d'une entreprise de ventes de meubles et cumulard de mandats patronaux condamné pour fraude à la TVA
20. Préavis de grève chez Areva Amboise/ salaires et mutuelle
23. Mobilisation chez Auchan CGT, CFDT, FO Saint Cyr, un projet de nouveau centre commercial retoqué
28. Grève à Vacances Répit Famille Fondettes / application Ségur
30. La région Centre compte 2 500 000 habitants. Seuls le 37 et le 45 gagnent des habitants

La NR recense plus de 500 livreurs Uber à Tours

Janvier 2022

05. La SET annonce l'arrivée de 2 entreprises sur le site Tupperware de Joué et 200 emplois. A suivre.
11. Manif Santé à Tours 500
13. Annonce d'un projet de lotissement pour familles chrétiennes à l'Ile-Bouchard
15. Annonce d'un projet de pépinière d'entreprises bio-tech à Tours (30 millions d'Euros). A suivre.
19. La ville de Tours emprunte 55 millions pour restructurer sa dette
20. Les créations d'entreprise en hausse, les liquidations également (NR)
30 élus de la Région écrivent au 1^{er} ministre à propos du manque de médecins
La cour d'appel de Versailles reconnaît le préjudice d'anxiété pour 8 salariés de la Métropole / amiante
25. Centre Santé à Saint Pierre, 2 médecins embauchés par la Région
26. Blocage du Collège Beaulieu de Joué contre les fermetures de classes
27. Les Organisations Syndicales rejettent le plan de carte scolaire départemental pour la rentrée 2022
28. L'Université d'Orléans annonce une filière de formation médicale en lien avec l'Université de Zagreb (Croatie)
31. Le Maire de Tours contre le tronçon La Riche Tours de la 2^{ème} ligne de tram

Février 2022

01. Grève à l'IME de La Boisnière (Château Renault) / conditions de travail
Grève à l'ADAPEI 37

- Grève à Agevie Tours / application Ségur
Les pompiers de Tours pour leur retrait de la gestion du centre de vaccinations
03. Lycée Grammont Tours bloqué / sélection universitaire
05. Amboise, le mémorial Abdelkader vandalisé
07. 37 les prix de l'immobilier en hausse de 6,6%, + 8,8% à Tours
Renault vend ses concessions de Tours, Loches et Chinon
08. Le réacteur 3 de Chinon à l'arrêt / fissures ?
10. Grève à Hutchinson (groupe Total) / salaires
- 12 et 17. Loches manifs / situation EHPAD Puygibault
22. Collège Stalingrad Saint Pierre Profs en grève et parents contre la fermeture des classes
Baisse du nombre de dossiers de surendettement // restriction des prêts à la consommation
23. Castex annonce la création d'un pôle de formation Santé à Orléans
Le département refuse de payer 150 000 Euros pour le passage de la flamme olympique en 2024
Les syndicats dénoncent la baisse du nombre de lits en psychiatrie programmée par l'ARS dans le nouvel hôpital
24. 70 participants au Sanitas pour la réunion intersyndicale contre l'extrême droite
26. Les retraités CGT font passer le questionnaire « De quoi ai-je besoin » de l'UCR sur le marché de Saint Pierre
100 manifestants à Tours protestent contre l'invasion de l'Ukraine par la Russie

Hervé RIGAUT

FORFAIT PATIENT

URGENCES : Un recul pour l'égalité d'accès aux soins.

La CGT lance une pétition contre la mise en place d'un forfait payant pour les passages aux urgences sans hospitalisation. Une disposition qui, dans un contexte de crise sanitaire et d'explosion de la pauvreté, marque un nouveau recul pour l'accès de tous aux soins.

Sa mise en place va impacter 80% des patients qui passent par les urgences. Il remplace l'actuel ticket modérateur, laissant à la charge du patient 20 % du coût de ses soins, qui seront pris en charge par la complémentaire de santé... enfin pour ceux qui en ont une.

Pour les 5% de français qui n'ont pas de complémentaire santé (plus de 3 millions), cette décision risque d'aggraver un peu plus le renoncement aux soins.

Compensant les insuffisances de la médecine de ville, les urgences hospitalières étaient, jusqu'alors, la garantie d'être soigné quels que soient ses moyens.

Les malades ne peuvent être rendus responsables du manque de médecins de ville qui les obligent à se rendre dans les services d'urgences.

Signez et faites signer la pétition de la CGT :

<https://www.cgt.fr/petition/non-au-forfait-urgences>

Les agents du CHRU de Tours sous tension.

La pandémie COVID 19 a mis en lumière les difficultés de l'hôpital. Depuis des décennies, la CGT les dénonçait et s'opposait aux choix politiques de destruction de notre service public hospitalier. Toutes ces réformes successives ont conduit à le transformer en « *hôpital entreprise* » et en favorisant le secteur privé lucratif.

Après ces années de sabotage, avec les fermetures de lits, l'absence de véritable plan d'investissement, le défaut de reconnaissance salariale, le manque de moyens, les hôpitaux publics n'ont plus la capacité d'accueillir et de prendre en charge dignement les patients comme il se doit.

Les personnels sont épuisés. Malgré tout, de nombreuses luttes, soutenues par la CGT, sont menées dans les services du CHRU de Tours. Et bravo à toutes celles et tous ceux qui défilent dans les manifestations professionnelles et inter professionnelles.

Les équipes de nuit des urgences de l'hôpital pédiatrique Clocheville sont en grève illimitée depuis le 14 septembre 2021. Pour une prise en charge de qualité, elles revendiquent un poste d'auxiliaire de puériculture toutes les nuits et toute l'année. Pour le moment, un renfort est accordé seulement pour les mois des maladies hivernales. Depuis le 6 décembre, les équipes des urgences de jour les ont rejoints pour obtenir des effectifs supplémentaires, le remplacement de tous les arrêts en cours, des formations, la récupération ou le paiement des heures supplémentaires. Les personnels des services de dermatologie, de cardiologie, de psychiatrie, des blocs opératoires, les sages femmes, les orthophonistes sont également en lutte. Et depuis le 28 février 2022, toutes les équipes de nuit sont en grève face à la direction qui a choisi de s'attaquer à leur rythme de travail dans une vision strictement comptable.

En pleine pandémie, le gouvernement continue la destruction de l'hôpital. 120 000 lits fermés en 2020 avec près de 50 000 emplois de soignants disparus.

Au CHRU de Tours, dans le cadre du **Nouvel Hôpital Trousseau (NHT)** à l'horizon 2026, il est prévu la suppression de 166 lits d'hospitalisation complète MCO (Médecine, Chirurgie, Obstétrique). Depuis 2018, ce sont déjà 130 lits fermés. Un nombre équivalent de postes disparaîtront et il n'est pas prévu d'augmenter le nombre de lits en réanimation. Les derniers chiffres annoncent la suppression de 84 lits d'hospitalisation en psychiatrie adultes.

Le coût du **NHT 2026** s'élève à 522,4 millions d'euros. L'état s'est engagé à en financer 75 millions, mais sous condition d'un plan d'économie de 32 millions d'euros sur 13 ans, d'où ces fermetures de lits et de postes.

Isabelle DAVID

Le Nouvel Hôpital Trousseau (NHT 2026)

Le CRHU de Tours s'est engagé dans un plan directeur visant d'ici 2026 à regrouper l'ensemble de ses activités sur 2 sites (Trousseau et Bretonneau) au lieu des cinq actuels (Trousseau, Bretonneau, Hôpital pédiatrique Clocheville, Ermitage, Psychiatrie St Cyr sur Loire).

Sur le site de Trousseau, le projet prévoit la construction d'un nouvel ensemble de bâtiments qui accueillera les services adultes d'urgences, de chirurgies, de cardiologie, de réanimation et soins critiques, des brûlés, l'ORL, l'ophtalmologie... et un plateau technique opératoire et ambulatoire. Pour conserver sa spécificité pédiatrique, le Nouvel Hôpital Clocheville sera installé dans une structure séparée. De nombreuses luttes ont été menées avec la CGT pour garder cette spécificité, ce qui n'était pas gagné d'avance. Une nouvelle construction regroupera toute l'hospitalisation de psychiatrie. Cet ensemble sera complété par un bâtiment qui accueillera les laboratoires d'analyses biologiques.

Suite ...

Le lien des retraités d'Indre et Loire

..... suite

Il est aussi prévu une crèche, une maison des parents et un « *hospitel* », hôtel hospitalier privé, et cela pour développer au maximum l'ambulatoire (Objectif du CHRU de Tours : 60%). Le patient avant et/ou après son intervention devra, s'il habite trop loin, s'il est seul chez lui, aller dormir à l'hospitel et payer l'hébergement, les repas. Il s'agit de la privatisation d'une partie des soins et une augmentation du reste à charge pour le malade.

Resteront sur le site de Bretonneau la médecine, la maternité et la cancérologie.

L'avenir des 96 lits de l'Ermitage, (EHPAD public rattaché au CHRU) est toujours incertain. Resteront ils dans le secteur public ou seront ils « bradés » au privé lucratif toujours à l'affut pour réaliser des profits sur le dos des personnes âgées hébergées ? En Indre et Loire, nous avons déjà de nombreuses structures commerciales dont 9 EHPAD gérés par Korian et 2 par ORPEA avec un coût d'hébergement prohibitif. En 2021, au premier semestre, le bénéfice net d'ORPEA a augmenté de 40%, et pour Korian, c'est 120% !

Isabelle DAVID

Scandale ORPEA- KORIAN

Alors que les salariés de la santé et de l'action sociale, avec le syndicat CGT, dénoncent depuis des années la situation catastrophique dans les EHPAD, la sortie du livre « les fossoyeurs » connaît un écho retentissant. Il décrit l'ignominie résultant de la marchandisation de la perte d'autonomie des personnes âgées dans les EHPAD des groupes Orpea. D'autres révélations impliquent aussi le groupe Korian. Cela illustre le bien-fondé de lutter pour le développement des services publics. La CGT exige la fin du secteur lucratif, les êtres humains ne peuvent pas être traités comme une marchandise. Dans le cadre de la sécurité sociale intégrale, elle défend un service public de l'accompagnement à l'autonomie des personnes âgées ou en situation de handicap, rattaché à la branche de l'assurance maladie.

Isabelle DAVID



La privatisation de l'électricité nuit gravement à votre facture.

Les tarifs de l'électricité ont augmenté de 60% entre 2006 et 2020, selon un rapport de l'INSEE.

Depuis 2004, la séparation d'EDF et GDF, l'ouverture du capital, l'ouverture à la concurrence, sont autant d'étapes dans le démantèlement du service public de l'électricité. Ces mesures ont eu deux conséquences pour les consommateurs-usagers, devenus des clients : une baisse de la qualité du service et l'augmentation du prix de l'électricité (+60% en 15 ans). À cause de qui et de quoi ?

L'État détruit le service public en organisant sa privatisation dès 2004 et le marché boursier a fait augmenter les prix de manière significative.... Jusqu'en 2007, le marché français de l'énergie à destination des particuliers a été épargné et assurait aux usagers du pays des tarifs maîtrisés.

Aujourd'hui le gouvernement a créé une situation ubuesque. Au nom de la maîtrise des coûts de l'électricité, EDF est obligé de vendre à perte près de la moitié de l'électricité produite par les centrales nucléaires et de la racheter, parfois dix fois plus cher, à la bourse à laquelle on l'a vendue. Les seuls bénéficiaires sont les fournisseurs « alternatifs » qui ne produisent rien et ne sont là que pour engranger des profits pour les actionnaires. Le saccage d'EDF et de Gaz de France (Engie) a créé une concurrence artificielle. Au lieu de la baisse des prix promise, elle a fait exploser les factures. Aujourd'hui, plus de 12 millions de personnes sont en situation de précarité énergétique.

Afin de répondre à cette situation qui ne vise qu'à engraisser TOTAL, ENI, et les autres, la CGT a élaboré le Programme Progressiste de l'Énergie, une solution au service de l'intérêt général et qui répond aux défis sociaux et économiques de la transition écologique.

Ses grands principes :

- sortie immédiate du marché,
- (re)nationalisation du secteur de l'énergie,
- régulation des tarifs et fiscalité juste pour faire baisser les factures.



Pascal GIROLET et Patrick FRESNE

Ne pas jeter sur la voie publique !!!

L'Union Confédérale des Retraités CGT et notre USR ont décidé de s'engager dans une vaste campagne d'adhésion à la CGT et d'abonnement à notre journal « Vie Nouvelle ». Le renforcement du syndicalisme retraité est plus que jamais d'actualité à l'heure où des attaques de plus en plus violentes contre le modèle social français se poursuivent. Attaques visant plus particulièrement le niveau de nos pensions, notre système de santé, les services publics de proximité.

Les retraités comme les salariés ont besoin d'être plus nombreux organisés pour se défendre. Un bulletin d'adhésion à la CGT et d'abonnement à Vie Nouvelle est joint à ce journal.

Il faut l'utiliser sans modération, ne pas hésiter à innover pour l'utiliser lors de rencontres avec des amis, de la famille. L'abonnement à « Vie Nouvelle » peut représenter un joli cadeau !!

Ce bulletin est édité à 2000 exemplaires sur le département. Il serait dommage de se priver de son utilisation pour être toujours plus fort.

Contrairement à certaines piles, le bulletin ne s'use que si on ne s'en sert pas.

Patrick FRESNE

Samedi 26 février 2022. Les retraités CGT d'Indre et Loire présents sur le marché de St Pierre des Corps pour mener la campagne de l'UCR : « *De quoi ai-je besoin pour vivre dignement ?* » ainsi que les campagnes de syndicalisation et d'abonnement au magazine Vie Nouvelle.

Très bon accueil et nombreux échanges constructifs.



8 Mars, une histoire qui continue



Oui, c'est toute une histoire ce 8 mars. Voilà quelques dates, des événements se suivent importants ou modestes. Ras le bol du jour où on offre une fleur... C'est une journée internationale des droits des femmes. Il

a eu des luttes contre les injustices faites aux gamines, demoiselles, épouses et vieilles dames bien avant 1910. Heureusement et cela continuera !

1910 : 11^{ème} conférence internationale des femmes socialistes, à Copenhague. La date du 8 mars n'est pas avancée, mais Clara Zetkin propose une journée. Le principe est admis de mobiliser les femmes « en accord avec les organisations politiques et syndicales du prolétariat dotées de la conscience de classe ». La journée des femmes est donc l'initiative du mouvement socialiste et non du mouvement féministe pourtant très actif à l'époque.

Mars 1911 : Un million de femmes manifestent en Europe.

8 Mars 1914 : Les femmes en Allemagne réclament le droit de vote. Elles l'obtiendront 4 ans plus tard le 12 novembre 1918.

En France, le **5 juillet 1914**, Louise Saumoneau, militante pacifiste et son

Groupe des femmes socialistes, organisent une manifestation qui sera, de fait, la **première « Journée des Femmes » en France**. Celle-ci est très réussie. 6000 femmes se rassemblent et viennent déposer des bouquets de primevères au pied de la statue de Condorcet, favorable à l'admission des femmes en politique.

8 Mars 1917 : A Saint Pétersbourg des ouvrières manifestent, initiant la Révolution Russe. Elles réclament du pain et le retour de leurs maris partis au front, la paix et... la République ! Les difficultés d'approvisionnement liées au froid poussent un grand nombre d'ouvriers des usines Poutilov, les plus importantes de la ville, à se mettre en grève pour se joindre au défilé.

8 Mars 1921 : Lénine décrète le 8 Mars journée des femmes.

Après 1945 : le 8 Mars devient une tradition dans les pays de l'est et dans le monde.

1946 : Tournant à l'intérieur de la CGT, les femmes prennent davantage leurs places. Des commissions féminines se mettent en place, en **1955**, naissance du journal *Antoinette* destinée à toutes les salariées. C'est le support privilégié de leurs revendications. Les années suivantes, les commissions



féminines à tous niveaux organisent les diffusions d'Antoinette aux portes des usines, des hôpitaux et des administrations. Le 8 Mars, journée internationale des droits des femmes fait l'objet de la conduite revendicative Dès janvier, c'est inscrit et des plans de travail sont organisés.

Les années 70 : C'est bien le travail syndical, notamment de la CGT, qui a permis aux femmes de gagner en dignité. Lors de cette période, Madeleine Colin, alors dirigeante de la CGT, veut donner au 8 Mars son caractère de lutte des femmes travailleuses.

1975 Année internationale des droits des femmes : En France, la loi Veil du 15 janvier 1975 autorise l'interruption volontaire de grossesse (IVG). Un texte provisoire est voté pour 5 ans. Le vote définitif se fera en 1979.

1977 : Les Nations Unies reconnaissent le 8 mars comme la Journée internationale de la femme.

1982 : Cinq ans plus tard, c'est au tour de la France de la reconnaître. Les années suivantes, le 8 Mars reste un repère et diverses initiatives s'organisent jusqu'à aujourd'hui. Pour le droit au travail, l'égalité professionnelle contre la précarité. **En avant les femmes avec la Cgt en 2022 !**

Martine MARIE

Paroles de femmes kurdes réfugiées que nous avons rencontré dans les camps de Lavrio en Grèce à la fin du mois d'août 2021.

Nous nous sommes intéressés aux parcours de ces femmes, à leur vie d'avant, aux raisons qui les ont amenées à se retrouver là, bloquées en transit dans des conditions précaires, dans l'espoir chaque jour renouvelé d'un départ imminent pour une destination plus sûre. « Demain, j'espère... » deux mots magiques mais non emprunts de souffrances. Extraits de livret « Demain, j'espère... »

Jihan a 45 ans. Menue, la chevelure noire abondante et un sourire pour embrasser le monde. Elle a fui la Turquie après y avoir été emprisonnée 25 ans !

« Ma famille est une famille engagée pour la reconnaissance des Kurdes. Parmi mes cousins, trois avaient pris place dans les rangs du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan). Mais moi je me tenais loin de tout ça. Il y a eu une grosse répression dans ces années 90.

Mes frères ont été torturés devant moi. Je n'ai pas supporté. J'avoue que j'ai ressenti de la haine. J'étais choquée. Quand j'ai vu les corps de mes frères mutilés, ça a éveillé en moi le projet de partir ».

En 1993, les forces armées et les milices turques commettent des exactions horribles dans les villages. J'ai vu ma maison brûler. J'ai vu que les soldats séparaient les jeunes hommes. J'ai vu que les mères tentaient de protéger leurs fils, se mettaient devant eux, les tiraient de toutes leurs forces vers

elles pour les retenir, parce qu'elles savaient que s'ils étaient emmenés, ils seraient fusillés ... Ce jour-là, ils ont brûlé toute la région et mes parents ont dû partir pour s'installer à Amed (Diyarbakir).

Je n'ai rien dit à personne et j'ai décidé de m'engager, de devenir combattante.

Je suis partie très jeune, j'avais 15 ans, j'étais mineur, partir si jeune n'est plus accepté par l'organisation aujourd'hui. Les conditions de la guérilla dans la montagne kurde, dans la neige et le froid, sont très difficiles, mais on faisait avec.

Un jour à Jihan devant redescendre à la ville, elle a été traquée. Les forces de police l'ont arrêtée, emprisonnée et lourdement torturée de longues journées et nuits. « J'ai été ensuite mise assez longtemps en isolement puis condamnée à 25 ans de prison. Et je viens de sortir ! »

Le sourire a regagné tout son visage.

Sebahat est kurde de Turquie. Elle a exercé des fonctions électorales durant plusieurs années comme co-maire d'une grande ville. Auparavant, elle s'occupait d'une maison qui accueillait les femmes pour les informer de leurs droits. Cette maison des femmes avait beaucoup de succès malgré les intimidations de la police.

« J'ai voulu soutenir les femmes contre les violences dès ma sortie de prison, lors de ma première arrestation. J'avais été arrêtée avec mon père alors que j'étais étudiante, et nous avons été torturés tous les deux. Durant 19 jours et nuits, j'ai subi des insultes, des menaces, des coups à la figure, sur les seins, le corps et aussi l'électricité sur le sexe. Voilà 30 ans que cela m'est arrivé mais ça me hante encore. Je préférerais mourir que de retourner en prison ».

Plus récemment, Sebahat s'est engagée en politique avec les progressistes kurdes, le HDP. Poussée par les femmes, elle est devenue maire largement élue à deux reprises. Mais en 2016, R.T. Erdoğan intensifie les arrestations et les emprisonnements, destitue les maires. « Un jour, avant d'arriver chez moi, les voisins m'ont prévenue que l'armée était déjà venue et me cherchait. Je ne suis pas rentrée, j'avais peur qu'un policier m'attende à l'intérieur, je suis partie immédiatement, avec rien ... »

En cavale dans mon pays. Cela a duré trois ans.

Je suis arrivée à Lavrio parce que c'est un camp sûr pour les Kurdes. Mais je ne veux pas rester ici. J'ai contacté plusieurs fois des passeurs, mais c'est très cher, très dangereux et ça ne marche pas toujours. J'ai déjà donné beaucoup d'argent, heureusement que mon mari qui travaille me soutient et m'en envoie. Il doit de l'argent encore aux passeurs qui ne le lâchent pas. Je ne sais pas quand je vais réussir à partir d'ici. Demain, j'espère... »



Mervîn a 28 ans. Elle est kurde de Syrie d'une petite ville proche de Kobanê.

« En 2014, les minarets de la ville ont annoncé l'arrivée de Daesh. L'ami de mon père a été emmené par Daesh, ils lui ont cassé les mains. On sait qu'il est mort. J'ai dû m'enfuir vers Kobanê où j'ai accouché de mon premier enfant.

Ma tante m'a raconté. Régulièrement des jeunes filles habillées en noir avec les mains attachées étaient vendues à celui qui paierait le plus. Avec Daesh, les femmes ne pouvaient plus sortir sans être habillées tout en noir.

En Turquie, le gouvernement avait annoncé qu'une fois par an les frontières seraient ouvertes. Mais dans les faits, c'est Daesh qui était responsable des frontières. Une seule est restée ouverte, celle qui donnait sur le territoire contrôlé par Daesh. Je ne pouvais pas emmener mon mari, c'était trop risqué. Alors j'ai revêtu la tenue noire.

Une voiture m'attendait en Syrie. Le chauffeur nous a dit « ne parlez pas Kurde ».

Lors nous sommes arrivées en zone contrôlée par les kurdes et que j'ai vu des drapeaux kurdes, je me suis sentie en sécurité. Je suis restée deux mois avec la famille.

Je ne suis pas restée longtemps en Turquie où nous n'étions pas en sécurité. J'ai arrêté l'université en première année de Lettres, c'était très dangereux pour les femmes.

Je suis venue à Lavrio depuis la Turquie, trois mois après avoir passé la frontière. Mon rêve était de travailler comme traductrice. Ici, je travaille avec une organisation en tant que traductrice car je parle anglais, turc, kurde et arabe. J'espère toujours retrouver ici ou ailleurs une vie stable et que mes compétences soient reconnues ».

Il est temps de reconnaître le travail des Aides à Domicile !

Les aides à domicile font partie des métiers du soin et du lien aux autres. La profession est très féminisée (97%) mais très dévalorisée. Pourtant la crise de la Covid-19 a démontré combien ce métier est indispensable.

Leur qualification n'est pas reconnue, ni l'expertise et la technicité pourtant essentielles pour faire face à des personnes en perte d'autonomie, handicapées, malades ou âgées. On ne tient pas compte du degré de responsabilités lorsqu'elles ont à les accompagner souvent en fin de vie. On nie enfin l'importance des contraintes physiques et nerveuses de ces emplois. Les accidents du travail y sont trois fois plus fréquents que la moyenne. Et c'est parce que ces emplois sont très féminisés et s'appuient sur des compétences considérées comme « *naturelles* » pour les femmes (aider, soigner, accompagner, nettoyer, écouter...) qu'ils sont sous-payés. Du fait du temps partiel, estimé entre 70 et 90%, le salaire médian pour une aide à domicile est en moyenne de 900 € brut par mois.

Ces mauvaises conditions de travail et ce manque de reconnaissance sont préjudiciables à l'ensemble de la société puisque cela entraîne un fort taux de turn-over et des difficultés de recrutement. Pourtant la demande dans ce secteur est considérable. La CGT revendique la création de 100 00 emplois supplémentaires en réponse aux besoins.

Il est temps de construire un grand service public de l'aide à l'autonomie, avec un financement à 100% par la branche maladie de la Sécurité sociale et avec de vraies garanties sociales et salariales pour toutes ces professionnel-le-s.

Témoignage d'Odile FREDOLIERE, éducatrice de jeunes enfants, éducatrice spécialisée, reconvertie dans l'aide à domicile avec l'obtention du diplôme d'auxiliaire de vie, syndiquée CGT, élue du personnel.

« L'un des métiers qui recrutent le plus en France, aujourd'hui et demain : Aide à domicile, et pourtant... »

Je suis auxiliaire de vie, aide à domicile. Les collègues de l'association et moi intervenons dans le secteur du Lochois. Un grand secteur....

Aide à domicile ; c'est un beau métier au service de l'Humain mais un métier difficile pour de multiples raisons. Tout le monde s'accorde, aujourd'hui, suite à l'épidémie sanitaire du COVID, à reconnaître enfin unanimement que le métier d'aide à domicile est d'une importance vitale pour que nos Personnes Aidées et Anciens puissent vivre dignement dans notre société avec l'avantage primordiale de pouvoir rester chez eux ! Mais, mais, mais... Beaucoup de paramètres restent à être ajustés :

- **Une meilleure reconnaissance du métier** : En changeant de convention collective et en nous rattachant à celle du médico-social. Car Aide à domicile, ce n'est pas que du ménage mais une prise en charge globale de la Personne à son domicile : Toilette, confection de repas, entretien du logement, courses, repassage, petits bricolage mais aussi accompagnement social, administratif, coordination avec les différents intervenants (médecins, infirmiers, tuteurs mandataires, thérapeutes...) ou encore, prise en charge de Personnes atteintes de handicap : transferts, toilettes spécifiques, accompagnement dans l'installation de matériels adaptés....

- **Une revalorisation salariale** : Jusqu'à, les aides à domicile de notre association étaient payées au SMIC et devaient attendre 9 ans (pour les salarié(e)s non diplômé(e)s) pour voir son salaire enfin décoller. Il a été récemment accordé une augmentation de 90 € bruts mensuels.

Un(e) première avancée ? en 2021 qui n'en est pas vraiment une au regard de l'augmentation du prix des carburants. Certain(e)s effectuent 2000 kms par mois et avec cette hausse du carburant, nous perdons en moyenne 90 € nets/mois. Cette revalorisation, c'est de la poudre aux yeux et du maquillage. Elle sauve seulement les apparences mais ne règle en aucun cas les difficultés de la réalité du terrain surtout en milieu rural !

- **Une revalorisation du point kilométrique demandé** : Il faudrait que la fédération nationale de la branche d'aide à domicile mette en place un dédommagement kilométrique fluctuant avec le coût du carburant au jour J. Depuis 2018, aucune augmentation ! C'est 35cts/km. Aujourd'hui avec l'augmentation du carburant (de 70% depuis 2018), il faudrait une augmentation du dédommagement à 60cts/kms ! Car c'est notre voiture que nous utilisons tous les jours pour nous déplacer. C'est donc à nous que revient le coût de l'entretien, du carburant, de l'usure....

Tout cela, pour améliorer un travail en soi déjà difficile :

- ◇ Amplitude maximum de 12h, souvent atteinte vu la crise sanitaire.
- ◇ Rythme d'enchaînement des interventions (jusqu'à 12 le Week End voire plus).
- ◇ Savoir être en empathie avec les personnes : écoute, sérénité, adaptation, et parfois savoir innover dans les moyens de communiquer...
- ◇ Taux d'accident de travail important lié aux tâches à effectuer : souvent debout, à porter, déplacer les Personnes (transferts) ou objets (courses, ménage), gestes répétitifs...

◇ *Gestion parfois de situation de crise : nous sommes également amenés à intervenir auprès de Personnes atteintes de troubles psychiatriques, de déficiences, en danger physique ou moral, confrontés malheureusement parfois aux décès....*

Voilà, vous savez presque tout sur ce métier que vous aurez peut-être besoin de côtoyer un jour prochain, vous, vos proches ! Il est important que vous soyez au courant de nos difficultés. Peut-être nous aiderez-vous pour que ce métier si important, nécessaire, difficile mais si riche puisse évoluer dans le bon sens et permette également à de jeunes recrues de venir nous rejoindre...C'est ensemble que nous y arriverons ! »

Odile se bat depuis plusieurs années, collectivement avec ses collègues de l'association, pour que les aides à domicile obtiennent une meilleure reconnaissance de leur profession et pour ne plus perdre d'argent en allant travailler. Elle a envoyé plusieurs lettres ouvertes, cosignées par ses collègues, au président de la République qui ont été relayées dans la presse.

Isabelle DAVID



We Want Sex Equality (*Made in Dagenham*) est un film biographique britannique, réalisé par Nigel Cole, sorti en 2010.

Le récit de ce film historique traite de la première grève des ouvrières de l'usine automobile du constructeur américain Ford à Dagenham en 1968, ainsi que des négociations que conduisirent ses représentantes pour obtenir une complète égalité salariale entre hommes et femmes.

Cette histoire, c'est celle, véridique, d'une petite centaine d'ouvrières couturières qui, en 1968, travaillaient à l'assemblage des housses de sièges pour le constructeur automobile américain Ford à Dagenham dans la banlieue Est de Londres. Après avoir découvert qu'elles avaient été brutalement déclassées par la direction, elles ont exigé la parité des salaires hommes-femmes. Malgré des difficultés de toutes sortes, elles se sont soulevées contre leur patron américain en se mettant en grève pendant trois semaines provoquant le blocage de toute la production. Rebaptisé à l'époque "l'armée des jupons" par la presse, ce mouvement a été comparé à celui des Suffragettes qui avaient lutté pour l'obtention du droit de vote. Au final, les ouvrières ont eu gain de cause. La grève s'est terminée avec la médiation de Barbara Castle, Secrétaire à l'emploi et à la productivité sous Harold Wilson. Elles ont vu leurs salaires augmenter de 8 % avant d'atteindre la même paye que celle de leurs collègues masculins l'année suivante. Cette grève a par ailleurs signé les prémices du projet de loi pour l'égalité salariale qui a vu le jour en 1969.

Voir la bande annonce du film :

https://www.allocine.fr/video/player_gen_cmedia=19187573&cfilm=173154.html



Hervé RIGAUT

La différence des sexes de Françoise Héritier

Dans la collection Bayard les petites conférences

Je vous propose un livre qui permet de devenir intelligent. Une petite conférence d'une femme, savante de renom, professeure au collège de France, anthropologue et ethnologue. A la fin du livre, des questions permettent de compléter l'exposé. Le sujet qu'elle aborde est simple : La différence des corps entraînent-elle la différence des droits ? Justifie-t-elle la domination d'un sexe sur l'autre ? C'est une petite poche, il coûte 12,90 euros. Il sera un excellent compagnon de voyage si vous avez un trajet à faire en train. Vous aurez envie de le relire, de le prêter ensuite à vos petits enfants qui sont au lycée.



Martine Marie

Rose Zehner et Willy Ronis de Tanguy Perron

Au printemps 1938, lors des grèves chez Citroën, le photographe Willy Ronis réalise un reportage pour le magazine *Regards* dans l'usine Javel à Paris. Il prend en photo Rose Zehner, militante et ouvrière, alors qu'elle harangue une foule de camarades. Mais il ne confie pas cette photographie à la rédaction du journal et l'oublie. Ce n'est qu'en 1980 que Willy Ronis, parcourant ses archives, retrouve ce cliché.

L'année suivante, *L'Humanité* le publie ; l'image se met alors à circuler dans la presse et arrive sous les yeux de Rose Zehner. Celle-ci entre en relation avec le photographe, tandis que le grand public découvre une photographie qui, quarante ans après, va faire de Rose une figure de la lutte et du féminisme ouvriers.

Des grandes grèves de 1938 à la naissance d'une figure iconique en 1980, de Willy Ronis à Rose Zehner, Tanguy Perron raconte l'histoire singulière de cette célèbre photographie longtemps oubliée.

Accompagnée dans cet ouvrage d'une vingtaine d'autres clichés de Willy Ronis, la photo de Rose Zehner est le point de départ d'une enquête pour comprendre l'origine et le destin d'une image. L'auteur reconstitue un contexte politique, social et culturel, et retrace les parcours d'une militante et d'un photographe engagé qui, chacun à leur manière, ont écrit un morceau de notre histoire.



Martine MARIE

MANÈGE

De la Hop'Art Compagnie

DES MONOLOGUES FÉMININS DÉTONNANTS

Manège se compose de monologues tragico-comiques de femmes, tantôt naïves et drôles, tantôt caustiques et révoltées. Elles parlent de leur quotidien qui quelquefois les a meurtries, des femmes qu'elles auraient voulu être, des hommes qui traversent leur vie...



Auteur : Gérard Levoyer

Mise en scène : Cyriaque Dubreuil

Durée : entre 45 min et 1h20 (en fonction du nombre de monologues)

La Hop'Art Compagnie est une compagnie de théâtre amateur, basée à **Tours**. Elle œuvre au développement du **théâtre** en proposant spectacles et ateliers.

La compagnie propose également des spectacles chez l'habitant ou en entreprises, ainsi que des ateliers, afin de faire partager au plus grand nombre sa passion du théâtre.

Site internet : <http://www.hopart-compagnie.fr/nos-spectacles/>

Boite mail : contact@hopart-compagnie.fr



Samedi 11 juin 2022

6ème fête de notre USR

Au stade GAZELEC « la Maugerie » à Veigné

Voir fiche d'inscription jointe à ce journal

